

Appel

Repenser le paysage médiatique suisse

La Suisse doit disposer de médias forts. Elle doit pouvoir s'appuyer sur un journalisme efficace, indépendant, diversifié. Pour les résidents et les résidentes de notre pays, c'est le seul moyen de s'informer sur les évolutions de la société, de jeter un pont d'une culture à l'autre, de positionner les différentes perceptions, de mener les débats, de se faire une opinion et finalement de prendre des décisions motivées. La Suisse ne peut bénéficier d'une démocratie directe si elle ne peut pas s'appuyer sur une infrastructure de médias forts.

Internet n'est pas une solution de remplacement pour le journalisme. Les « nouveaux médias » fournissent un grand nombre de possibilités pour s'informer, discuter, participer. Mais ils ne remplacent pas le journalisme. Au contraire.

- Les affirmations partisans et les « fake news » non vérifiés provoquent une grande attention sur Facebook & Co.
- Les entreprises privées et les administrations publiques ne cessent de développer leurs activités de relations publiques et de répandre leurs messages non contrôlés.

Le besoin d'un journalisme capable de mener des enquêtes approfondies basées sur la vérification des faits ne fait qu'augmenter.

Le journalisme est plongé dans une crise existentielle. Le journalisme traditionnel comme le journalisme online coûtent cher. Les modèles de financement des médias qu'on a connus jusqu'ici fonctionnent de moins en moins bien.

- Il est de plus en plus difficile de maintenir la disposition du public à payer les prestations journalistiques.
- La publicité s'évade de plus en plus vers les moteurs de recherche et les réseaux sociaux, alors que ceux-ci ne produisent aucun contenu journalistique.

Au bout du compte, il y a de moins en moins d'argent à disposition pour le journalisme. D'où les nombreux licenciements, la concentration des médias et le rétrécissement de l'offre, également au niveau régional. La précieuse proximité entre lecteur et éditeur est en train de se perdre. Le journalisme n'est plus en mesure d'assumer le rôle irremplaçable au service de notre pays qui est le sien. Simultanément, le service public se retrouve sous un feu nourri d'attaques politiques.

Les trusts globalisés se renforcent, les médias suisses s'affaiblissent.

- Les contenus journalistiques sont de plus en plus récupérés et diffusés par les plateformes comme Facebook et Google.
- Les entreprises technologiques ne se contentent plus de diffuser les contenus, elles deviennent de nouvelles concurrentes, aux côtés des plateformes de streaming en pleine expansion de leurs champs de diffusion.

Les entreprises médiatiques suisses ont raison de vouloir développer leur modèle de financement sur internet. Mais jusqu'ici elles n'ont trouvé aucun moyen qui permette au journalisme de gagner de l'argent sur internet. Les éditeurs privés et la SSR se livrent une bataille dont l'issue n'est bonne pour personne. Elle ne fait qu'affaiblir encore un peu plus la place médiatique helvétique.

En fait, la Suisse a besoin de médias privés et publics aussi forts les uns que les autres. Il est grand temps de trouver une solution dans la tradition et dans l'intérêt de la population de notre pays. Il faut mettre en place une infrastructure pour le journalisme, basée sur des piliers indépendants les uns des autres. Elle aura pour effet d'assurer, durablement, l'indépendance, la diversité et l'innovation dont les médias ont besoin pour garantir une concurrence éditoriale.

1. **Un pilier prend la forme d'une infrastructure numérique Open Source qui doit permettre à des prestataires de journalisme privés d'entrer en concurrence les uns avec les autres.** Cette infrastructure doit être mise en place avec des moyens publics. Tous les prestataires de contenu journalistique – des journaux aux radios et télévisions en passant par les start-ups d'information online, jusqu'aux blogs d'information – et qui sont prêts à respecter la Déclaration des devoirs et des droits du/de la journaliste, auront accès à cette infrastructure numérique. Ces prestataires peuvent également avoir recours à une aide directe aux médias. Celle-ci fonctionne indépendamment de l'Etat et exclut toute immixtion dans la liberté rédactionnelle. Elle permet également d'anticiper de nouveaux modèles de financement pour la prochaine étape de développement des médias en Suisse.
2. **Un autre pilier consolide une SSR forte, qui remplit une mission de service public en faveur de la collectivité et garantit la diversité en son sein.** La SSR doit évoluer jusqu'à devenir une plateforme crossmedia audiovisuelle. Prestataire engagée dans une mission de service public, la SSR se doit de favoriser l'innovation journalistique, l'ancrage du journalisme dans la population et une offre de programmes complète, qui ne cherche pas à traiter d'autres domaines que ceux des médias privés mais à les traiter autrement. Un tel but ne peut être atteint qu'en veillant au respect des procédures de légitimation démocratiques, et en garantissant à la SSR un financement public suffisant, qui en retour doit lui permettre d'entamer avec précaution un abandon progressif de ses ressources commerciales.

La crise de financement des médias affaiblit le journalisme indépendant. Notre démocratie directe, face à la numérisation galopante, doit pouvoir compter sur des médias forts. Ne nous affrontons plus dans un débat de politique médiatique rétrograde, recherchons au contraire une solution constructive. Nous de « media FORTI » exigeons :

1. **une nouvelle infrastructure au service du journalisme moderne qui permette aux prestataires privés de se livrer à une concurrence stimulante ;**
2. **une SSR forte, qui remplit une mission de service public.**

Le monde des médias est déjà entré dans l'ère numérique. Il est temps de lui donner forme.

Association « media FORTI Schweiz/Suisse/Svizzera/Svizra »

www.mediaforti.ch